

LEMAG

D'AIDE ET ACTION

N°154 / MARS 2020 - WWW.FRANCE.AIDE-ET-ACTION.ORG

Grand Angle

LA FORMATION PROFESSIONNELLE, UNE SECONDE CHANCE

 Aide et Action

L'Education change le monde

LA PHOTO DU MOMENT



© Christine Redmond / Aide et Action

Alors que le monde célèbre la deuxième Journée internationale de l'éducation, le 24 janvier 2020, Aide et Action a organisé un événement spécial à l'école primaire Wat Bo de Siem Reap, au Cambodge. Pour l'occasion, les élèves ont pris l'engagement d'apprendre « pour les gens, la planète, la prospérité et la paix ». Plus de 100 écoles primaires cambodgiennes ont été invitées par Aide et Action à donner à leurs élèves le temps et l'espace pour réfléchir à cette journée spéciale. 🌱

“UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ INCLUSIVE ET ÉQUITABLE EST LE SEUL MOYEN DE CRÉER UN MONDE PLUS ÉGAL ET JUSTE..”

Samphors Vorn, directeur d'Aide et Action au Cambodge



« L'éducation tout au long de la vie est un enjeu d'avenir »



© Aide et Action

L'année 2020 constitue un tournant important. Tout d'abord, car elle marque le début de la dernière décennie pour atteindre les objectifs de développement durable définis par les Nations unies afin d'assurer, à l'horizon 2030, la paix et la prospérité pour les peuples et la planète. Parmi ces objectifs, celui d'une éducation de qualité pour tous est celui que nous défendons particulièrement.

Mais 2020 marque aussi une évolution dans la mission d'Aide et Action qui concentre désormais son accompagnement sur les plus vulnérables (notamment les enfants, les filles et les femmes), tout au long de la vie, pour qu'ils acquièrent des savoirs – du préscolaire à l'apprentissage socio-professionnel, en passant par le primaire et le secondaire – dans l'unique objectif d'offrir à tous les mêmes opportunités de développement. En complément des projets qu'elle mène sur le terrain, Aide et Action accompagnera les populations sur le chemin de la citoyenneté afin qu'elles contribuent au changement social aux niveaux local, national et international. Ces nouveaux axes d'intervention tiendront compte des enjeux climatiques, sécuritaires et migratoires.

Enfin, 2020 marque une évolution de la maquette votre magazine afin de donner davantage de place aux informations opérationnelles, aux témoignages et aux images, et vous proposer un contenu toujours plus vivant. Nous espérons que ce nouveau numéro, dont le dossier est dédié à la formation professionnelle vous séduira.

Bonne lecture ! Solidairement,



Gwénaelle Bouillé

Présidente d'Aide et Action France-Europe

Sommaire

PAGE 4

Actualité



AU VIETNAM, NOS PROJETS FONT LA DIFFÉRENCE

PAGE 7

Grand angle



LA FORMATION PROFESSIONNELLE, UNE SECONDE CHANCE

PAGE 14

Dans le monde



NOS PROJETS EN ACTION

PAGE 16

Opinions



AIDE ET ACTION S'ENGAGE POUR LES ENFANTS MARGINALISÉS

PAGE 19

En France

PAGE 20

Agir avec nous

PAGE 22

En bref

PAGE 23

Grand témoin

Aide et Action France est reconnue d'utilité publique et agréée par le ministère de l'Éducation nationale - Magazine trimestriel publié par l'association Aide et Action.

Avec ce numéro, une lettre d'accompagnement et un marque-page legs. 53 bd de Charonne, 75 545 Paris Cedex 11 01 55 25 70 00 / info@aide-et-action.org

Représentant de l'association France: Gwénaelle Bouillé - Directeur de la publication: Charles-Emmanuel Ballanger - Rédaction en chef: Kristen Poels - Commission paritaire : 0723 G 83404 - Prix au numéro: 2€ - Abonnement de soutien : à partir de 16 € - ISSN: 1761 - 1024 - La rédaction remercie: Vanessa Martin, Vincent Reynaud-Lacroze, Naïade Plante, Didier Lahaye - Dépôt légal: premier trimestre 2020 - Tirage: 43000 exemplaires - Imprimeur:

SIB Imprimerie, Zone industrielle de la Liane, B.P. 343, 62205 Boulogne-sur-Mer Cedex - Création graphique et fabrication: tcgraphite - Photographie de 1^{ère} de couverture: © PO Martin-Boban.

Aide et Action, association pour le développement par l'éducation, est libre de toute attache religieuse et politique. Aide et Action France est une association reconnue d'utilité publique - Elle est habilitée à recevoir des legs et des donations exempts de tous droits de mutation.

Les coûts de réalisation, d'impression et de diffusion du magazine, sans cesse optimisés, sont intégralement pris en charge dans l'abonnement des parrains et donateurs d'Aide et Action.

En application de la loi du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification ou de suppression sur les informations vous concernant, que vous pouvez exercer en vous adressant à notre association.



Aide et action France est Reconnue d'Utilité Publique et agréée par le ministère de l'Éducation nationale.



Agissez pour le recyclage des papiers avec Aide et Action et Citeo



“JE VOULAIS DEVENIR UNE MEILLEURE MÈRE ET ME RENSEIGNER SUR LA NUTRITION ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE POUR MIEUX PRENDRE SOIN DE MES ENFANTS.”

Lu Tai May,
24 ans

VIETNAM

NOS PROJETS POUR LA PETITE ENFANCE FONT LA DIFFÉRENCE DANS LES VILLAGES RURAUX

Aide et Action travaille dans des régions isolées du Vietnam, sur des projets de protection et d'éducation de la petite enfance, pour des populations vulnérables, afin de promouvoir l'accès à une éducation de qualité pour ceux qui en ont le plus besoin.

À savoir Parfois, ce sont des choses apparemment simples qui peuvent faire une différence majeure dans la vie quotidienne. Avant, Lu gardait ses vêtements sur le sol et ils devenaient poussiéreux et sales. Maintenant, elle range ses vêtements dans une armoire, où ils restent propres. Ainsi, les membres du foyer bénéficient d'un environnement plus sain.

Lu Tai May, 25 ans, vit dans un village isolé de la province de Lai Chau, au nord-ouest du Vietnam. Mère de deux enfants, cette jeune femme a rejoint le projet de protection et d'éducation de la petite enfance développé par Aide et Action il y a un an. Tous les mois, elle assiste à des cours qui enseignent à la communauté des bonnes pratiques sur la parentalité, la nutrition et d'autres sujets liés à la construction et au maintien d'un environnement domestique sûr et propre.

DES LEÇONS SIMPLES QUI FONT TOUTE LA DIFFÉRENCE

Lu n'est pas la seule de sa famille à avoir aimé apprendre. Son mari a également suivi les cours et prend non seulement mieux soin de leurs enfants, mais est également devenu « un meilleur mari » selon Lu.

53 Comme la majorité des habitants de cette région du Vietnam, Lu est de l'ethnie Hmong, l'un des 53 groupes ethniques minoritaires du pays.



L'un des sujets abordés dans les cours est, en effet, l'égalité des sexes et l'encouragement des hommes à jouer un rôle plus actif en tant que parents dans le partage de la charge de travail domestique. Les enfants de Lu, âgés de six et quatre ans, sont inscrits respectivement à l'école primaire et maternelle. « Les enfants adorent aller à l'école tous les jours. Si je ne les y emmène pas, ils pleurent », dit Lu en espérant que la qualité de l'enseignement continuera de s'améliorer dans son village et que notre projet continuera à lui apprendre des choses. 🌱

“UNE FEMME NE DOIT PAS SE PRÉOCCUPER DE CE QU'ON PEUT PENSER D'ELLE.”

Aïcha Bah Diallo,

Présidente internationale d'Aide et Action

8 MARS 2020

UNE JOURNÉE DE LUTTE POUR LES DROITS DES FEMMES

La 43^e Journée internationale des femmes a été célébrée le 8 mars dernier. L'année 2020, qui fête les 25 ans de la Déclaration de Beijing, aurait de quoi redonner à cette date ses traits originels de lutte pour les droits des femmes.

Ce 8 mars 2020 marquait le 25^e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, soit, à ce jour, «*la feuille de route la plus progressiste en matière d'autonomisation des femmes et des filles partout dans le monde*». La conférence de 1995 s'est achevée sur une vision : un monde où chaque femme et chaque fille pourrait exercer ses libertés et ses choix et connaître et comprendre tous ses droits. Un accord a également été signé entre 189 États pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes partout dans le monde.

25 ANS PLUS TARD, DES OBSTACLES DEMEURENT

Néanmoins, force est de constater que l'égalité de genre, tel que le visait le texte, est encore très loin d'être atteinte. Quel que soit leur pays ou leur niveau social, les femmes subissent toujours discriminations et inégalités de genre.

AIDE ET ACTION SE MOBILISE

Aide et Action a décidé d'accompagner les filles et les femmes sur le chemin de l'éducation, non seulement pour leur apporter le savoir et les connaissances dont elles ont trop longtemps été privées, mais aussi pour les leur redonner la parole et leur permettre de revendiquer par elles-mêmes, à tous les âges de la vie, la totalité de leurs droits. L'appui d'Aide et Action, en partenariat avec des ONG expertes dans chaque secteur, les y aidera. 

Leurs droits fondamentaux trop souvent bafoués

Le droit à la vie : la naissance des garçons, en Inde par exemple, est privilégiée à celles de filles ; **le droit à l'identité :** les bébés filles sont moins déclarées à l'état civil que les garçons ; **le droit à la nourriture :** les cas de malnutrition et de retard de développement touchent davantage les filles ; **le droit aux soins :** les garçons « jugés » plus essentiels ont plus de chances d'être suivis par un médecin ; **le droit à l'éducation :** plus de 25 % des personnes interrogées estiment aujourd'hui qu'« il est plus important de faire des études universitaires pour les garçons que pour les filles »...¹.

1 - UNESCO. 2019. Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2019 - Rapport sur l'égalité des genres : Bâtir des ponts pour promouvoir l'égalité des genres. Paris, UNESCO



GUINÉE

APRÈS 12 ANS D'INTERVENTION, AIDE ET ACTION SE RÉJOUIT DU RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE



© Catherine Choquet

Lundi 20 janvier, à Paris, avait lieu la journée de clôture officielle du Programme Concerté de Renforcement des Capacités des Organisations de la Société Civile et de la Jeunesse Guinéennes (PROJEG). L'occasion de revenir sur 12 ans d'intervention en Guinée et d'en tirer un bilan plus que concluant !

Depuis 2007, Aide et Action est le chef de file du Programme Concerté de Renforcement des Capacités des Organisations de la Société Civile et de la Jeunesse Guinéennes (PROJEG), soutenu - entre autres - par l'Agence Française de Développement (AFD) et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). Cet espace de concertation et de travail collectif, où sont rassemblées plus de 500 organisations des sociétés civiles et des pouvoirs publics guinéens et français, est destiné à renforcer le développement et la paix en Guinée.

DES ENJEUX ET DES SUJETS PHARES POUR LA GUINÉE

« Nous avons travaillé sur des enjeux et des sujets phares pour la Guinée, tels que la corruption, la jeunesse, les droits de l'homme et l'état de droit, ainsi que les mines, précise Sonia Vinolas, Coordinatrice France du PROJEG. C'est une vraie chance que le projet ait pu durer 12 ans car ça nous a permis de structurer l'action et d'aller plus loin. Nous avons obtenu de grands résultats, de grandes réussites et de grands changements. Mais le plus impressionnant c'est surtout l'évolution des acteurs qui ont grandi d'année en année. C'est un vrai sujet de fierté pour nous. »

16 000

C'est le nombre de personnes touchées par le programme au cours de ces 12 années et qui ont ainsi pu se structurer pour influencer sur les décisions des pouvoirs publics, autour de sujets fondamentaux.

Grâce à l'appui du PROJEG, plus de 50 propositions ont été faites par la société civile pour améliorer le nouveau Code minier; une plateforme de consultation intitulée « Le Mouvement Social » a été lancée; de la veille et du plaidoyer sur la démocratie et l'état de droit ont été réalisés; et enfin des actions de prévention de conflits à caractère communautaire, et d'autres visant à appuyer des consortiums d'organisations dans la documentation de cas de violation des droits de l'homme, ont été menées.

DES PRATIQUES TRADUISANT L'ÉGALITÉ ET LE RESPECT

Dans l'ensemble de ses axes de travail, le PROJEG a encouragé l'expression de la jeunesse et sa participation active au sein de la société guinéenne. « Désormais, le dernier chantier, peut-être le plus important, est de faire en sorte que la dynamique continue. Aujourd'hui le programme s'arrête, mais seulement sur les plans administratif et financier, les acteurs eux vont continuer à être en lien et à travailler. La Guinée va affronter des heures très sombres, avec des risques de déstabilisation et de crises internes, il est important que tous continuent à s'investir pour que le pays ne soit pas isolé », conclut Sonia Vinolas. 🌱

« LES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, Y COMPRIS LES JEUNES, SONT DEVENUS DE VRAIS ACTEURS POLITIQUES DANS LE SENS NOBLE DU TERME. ILS SONT DEVENUS PLUS LÉGITIMES ET BÉNÉFICIENT DÉSORMAIS D'ÉCOUTE ET DE RECONNAISSANCE. »

Moctar Diallo

Directeur d'Aide et Action en Guinée et coordinateur du PROJEG

La formation professionnelle Une seconde chance

Avec moins de 40% d'adolescents achevant le cycle secondaire et la faiblesse, voire l'absence totale, de formations professionnelles pour adultes dans le monde, nombre de jeunes se retrouvent sans diplôme, sans qualification, sans aucun moyen pour vivre, faire vivre leur famille et s'intégrer socialement. Face à cette situation, Aide et Action développe dans ses pays d'intervention des offres en matière de formation professionnelle à destination des jeunes, en particulier pour les femmes et les plus défavorisés.

coales

La formation professionnelle

Une opportunité de développement encore sous-estimée

20%

C'est le pourcentage de jeunes âgés de moins de 25 ans qui, en 2020, sont non scolarisés, ou sans emploi ni formation.

750 MILLIONS

C'est le nombre de personnes dans les pays à faibles et moyens revenus qui n'auront pas les compétences en 2030 pour participer à l'économie de demain.

200 MILLIONS

C'est le nombre de jeunes dans le monde qui quittent l'école sans les compétences nécessaires pour monter l'échelle sociale.

Sources : UNESCO et Save The Children, 2019



L'Objectif de Développement Durable numéro 8 ne vise pas seulement le plein emploi, mais aussi l'emploi de qualité. L'égalité et le travail décent sont deux des piliers sur lesquels repose le développement durable.

Deborah Greenfield

Directrice générale adjointe pour les politiques de l'Organisation Internationale du Travail

Aujourd'hui, 20% des jeunes âgés de moins de 25 ans sont non scolarisés, ou sans emploi ni formation. Cette situation alarmante implique d'importants risques quant à l'édification de sociétés inclusives et durables. Pour Aide et Action, offrir aux individus la possibilité de se former tout au long de la vie est une nécessité absolue.

Les taux de chômage des jeunes demeurant toujours élevés et la transition entre l'école et la vie active devenant de plus en plus difficile, un nombre croissant de jeunes ne sont ni étudiants, ni pourvus d'un emploi, ni en formation. Souvent issus de milieux défavorisés, ils se retrouvent alors victimes d'un cercle vicieux entraînant détérioration des compétences, sous-emploi et découragement.

UN TRAVAIL DÉCENT POUR TOUS

Pourtant, parmi les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) que 193 chefs d'État se sont engagés à atteindre d'ici 2030, l'objectif numéro 8 consiste bien à « *promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, ainsi que le plein emploi productif et un travail décent pour tous.* »

Définition

La formation professionnelle est le processus d'apprentissage qui permet à un individu d'acquérir le savoir, le savoir-faire et le savoir-être nécessaires à l'exercice d'un métier ou d'une activité professionnelle.

Celui-ci promeut, entre autres, le développement d'opportunités de formation et d'emploi pour les nouvelles générations. L'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud sont des régions connaissant un fort accroissement démographique, et c'est là que le besoin en

formation professionnelle est le plus prégnant. C'est pourquoi, Aide et Action développe dans ces zones des offres en matière de formation professionnelle à destination des jeunes, en particulier pour les femmes et les plus défavorisés. L'objectif est de permettre à ces hommes et femmes d'acquérir les connaissances de base, et les compétences utiles à leur insertion sociale et économique, et d'accéder à une formation professionnelle adaptée au marché local de l'emploi.

“LA VOLONTÉ D'AIDE ET ACTION EST DE PARTICIPER À LA CONSTRUCTION D'UN MONDE OÙ CHACUN A LA POSSIBILITÉ DE DÉVELOPPER SON PLEIN POTENTIEL.”

Ils pourront ainsi exercer un emploi décent, de qualité, et briser le cercle de la pauvreté. La volonté d'Aide et Action est de participer à la construction d'un monde où chacun a la possibilité de développer son plein potentiel grâce à l'accès à une éducation et à un apprentissage de qualité. À travers notre dossier, découvrez comment nous tentons de défendre cette nécessité qu'est l'éducation tout au long de la vie, afin de permettre à chacun de profiter d'une seconde chance et de bâtir un avenir plus équitable et plus prospère. 🍀

La formation professionnelle

Une issue à l'économie informelle

Depuis 2005, Aide et Action développe un important programme de formation professionnelle en Asie du Sud. Intitulé « iLEAD » (Initiative for Livelihood Education and Development), celui-ci offre une alternative salvatrice pour des milliers de jeunes non qualifiés. En 15 ans, plus de 243 000 personnes sont passées par nos centres de formation et d'insertion professionnelle qui proposent une formation qualifiante de 3 mois, gratuite. Une opportunité unique en Inde, par exemple, où la population, extrêmement jeune, connaît aujourd'hui le taux de chômage le plus élevé de son histoire.

243 039

C'est le nombre total de personnes formées depuis la création du programme iLEAD en 2005.

176 505

C'est le nombre total de personnes qui ont réussi à s'insérer professionnellement, soit en tant que salariés, soit en tant qu'auto-entrepreneurs.

105 844

C'est le nombre total de femmes qui ont participé au programme en Inde, au Népal, au Sri Lanka et au Bhoutan.

Économie informelle Toute activité économique réalisée par des travailleurs ou des unités économiques qui n'est pas couverte ou est insuffisamment couverte - selon la loi ou en pratique - par des dispositions officielles.

L'Inde fait actuellement face au plus important taux de chômage jamais atteint dans son histoire (6,1%). Et les jeunes sont parmi les plus touchés (12%). Beaucoup d'entre eux, sans diplôme ni qualification, se retrouvent alors à exercer de petites activités dans l'économie informelle. C'est pour sortir ces jeunes du cercle vicieux de la pauvreté qu'Aide et Action a ouvert dès 2005 une cinquantaine de centres de formation professionnelle répartis dans tous les États de l'Inde. Le concept: proposer à des jeunes, âgés de 18 à 30 ans, ayant, a minima, atteint la fin du primaire, de suivre des formations de 3 mois (8 heures de cours par jour, 6 jours sur 7) dans des domaines aussi variés que la couture, l'esthétique, la mécanique, le service hôtelier, le tourisme, la comptabilité ou encore l'informatique.

UNE FORMATION RAPIDE ET QUALIFIANTE

« Un jeune qui intègre la formation iLEAD, c'est un jeune qui ne rapporte pas d'argent pendant plusieurs mois. Les parents ne les laissent pas toujours venir », explique Sonia, professeur d'anglais au sein de l'un des six centres de formation professionnelle iLEAD ouverts par Aide et Action dans la ville de Chennai, en Inde. « Notre équipe de sensibilisation travaille donc dans les rues, dans les quartiers et va au contact des jeunes et des familles pour leur présenter le programme et les opportunités. La formation ne coûte rien: le matériel leur est fourni, mais ils doivent tout de même payer les transports pour venir et amener leur repas. Mais cela

« AUJOURD'HUI, iLEAD FOURNIT UNE FORMATION EN EMPLOYABILITÉ ET EN ENTREPRENEURIAT AUX JEUNES DANS PLUS DE 40 MÉTIERS. »

constitue un moindre sacrifice pour ces jeunes avides d'apprendre et heureux de se former et de trouver plus facilement un emploi qui pourra leur permettre de gagner jusqu'à 8 000 roupies (environ 103 euros) par mois. »

UN EMPLOI ET UN SALAIRE FIXE À LA CLÉ

« Les élèves ont des niveaux très différents, certains savent très bien lire et écrire mais d'autres ont plus de mal. Puis, semaine après semaine, grâce au travail intensif des équipes, le niveau s'améliore. Nous leur apprenons à produire des documents, à imprimer, parfois même à créer et gérer des sites web. Il faut savoir s'adapter et surtout parvenir à intéresser les élèves. Nous devons avoir un enseignement très pratique, les mettre en situation, c'est un travail intéressant de développer des pédagogies alternatives. » explique Sonia. Ce temps de travail est également l'occasion pour nos équipes de sensibiliser les jeunes à des questions sociétales et citoyennes afin de les encourager à devenir acteurs de changement dans leurs communautés. Au total, depuis 2005, plus de 176 000 jeunes ont ainsi été formés par les équipes d'Aide et Action et placés, au terme de leurs formations, dans des entreprises partenaires du projet. 🍷



Je m'appelle Jamesh, j'ai 23 ans. J'appartiens à une communauté assez pauvre et, jusque-là, je n'avais pas de travail car je manquais de diplômes et de compétences. Et puis, un jour, j'ai rencontré quelqu'un de l'équipe d'iLEAD qui m'a convaincue de venir suivre le programme d'informatique. La formation n'est pas si difficile, il faut se concentrer mais je sais que le temps passé à étudier me sera très utile. J'espère pouvoir ensuite travailler dans un centre d'appels.



La formation professionnelle

Des trajectoires de vie transformées

À travers nos différents projets, découvrez comment la formation et l'insertion socioprofessionnelles permettent aux individus de sortir de la pauvreté et de gagner en autonomie. En acquérant des compétences indispensables à leur émancipation, les jeunes adultes, jusque-là condamnés à un avenir difficile, ont l'opportunité de durablement transformer leur vie.

La vision d'Aide et Action

Aide et Action développe et encourage toutes les actions éducatives qui garantissent que les jeunes adultes acquièrent les connaissances et les compétences nécessaires pour vivre leur vie dans la dignité. Dans le but de s'assurer que personne ne soit laissé pour compte, nous souhaitons offrir un apprentissage continu aux groupes marginalisés afin qu'ils aient les compétences nécessaires pour s'adapter et suivre l'évolution rapide des sociétés à l'ère de la mondialisation. Notre intervention vise à construire des compétences résilientes tout en respectant la diversité sous toutes ses formes. Aide et Action accorde désormais une attention particulière aux opportunités qui permettent aux individus de se former et de se perfectionner tout au long de leur vie.

SATRUPA, DEVENUE MÉCANICIENNE POUR DEUX-ROUES

Inde Satrupa, 23 ans, n'a pas eu la chance de faire des études. Faut de qualification, elle n'exerçait aucune activité professionnelle et ne pouvait contribuer au revenu familial. Mais, grâce à Aide et Action, elle a pu changer les choses en s'inscrivant au cours de mécanique automobile dispensé par notre programme iLEAD. Une décision qui a transformé sa vie. Après une formation complète, elle est aujourd'hui mécanicienne pour deux-roues et également propriétaire de son propre garage. Elle a réussi à changer les mentalités de sa communauté en prouvant qu'une femme pouvait exercer cette activité et gagne bien sa vie avec un salaire de 10 000 à 12 000 roupies par mois (128 à 153 euros par mois).



© Aide et Action

Satrupa a réussi à changer les mentalités de sa communauté en prouvant qu'une femme pouvait devenir mécanicienne.

MARIE, DEVENUE AUTONOME GRÂCE À LA PRODUCTION DE RIZ

Burkina Faso En milieu rural, les femmes font face à une extrême pauvreté et ont difficilement accès aux facteurs de production. Pour favoriser leur autonomisation, Aide et Action, en collaboration avec la fondation l'Occitane, développe un projet qui combine alphabétisation, formation technique et accompagnement financier. Parmi les femmes soutenues, Marie qui vit à Sapouy, a été formée au procédé de l'étuvage du riz. Cette activité génératrice de revenus lui permet de sortir de la précarité et de s'affirmer davantage. « J'ai davantage confiance en moi. C'est comme si j'existais encore plus qu'avant », confie-t-elle.



© Isabelle Merry / Aide et Action

L'étuvage du riz constitue une activité génératrice de revenus qui permet à Marie de sortir de la précarité et de s'affirmer.



Malgré les sacrifices que cela entraînait, Lila a décidé de s'inscrire en estimant que cela en valait la peine pour son avenir professionnel.

LILA A OUVERT SON ATELIER DE RÉPARATION DE TÉLÉPHONES MOBILES

Népal Lila possède une boutique dans la zone du marché de Kusmishera. Depuis longtemps, il souhaitait ajouter un centre de réparation de téléphones mobiles dans son atelier afin d'augmenter ses revenus, mais il ne disposait pas des compétences nécessaires. Un jour, il a entendu parler de la formation de réparation de mobiles à Baglung Bazar dispensée par l'association Aasaman Népal avec le soutien d'Aide et Action. Malgré les sacrifices que cela entraînait, il a décidé de s'inscrire en estimant que cela en valait la peine pour son avenir professionnel. Aujourd'hui, parfaitement formé, il a enfin pu ouvrir son propre atelier et son activité ne cesse d'augmenter.



Alors qu'elle n'avait aucune perspective professionnelle, Mariama a réalisé qu'une seconde chance lui était offerte.

MARIAMA VEUT DEVENIR COUTURIÈRE ET FABRIQUER SES PROPRES VÊTEMENTS

Sénégal Dans le village de Saré-Yoba, dans le sud-est du pays, Aide et Action a mis en place un centre de formation dont l'objectif est de répondre aux besoins du marché du travail local. Mariama, 22 ans, y suit des cours de couture dans l'objectif de reprendre sa vie en main. Après avoir quitté l'école, elle n'avait aucune perspective professionnelle. Mais l'arrivée du centre a tout changé : elle a réalisé qu'une seconde chance lui était offerte et rêve aujourd'hui de devenir couturière professionnelle et de fabriquer ses propres vêtements.

EN CONCLUSION, UN ENJEU D'AVENIR

Ces nombreux exemples illustrent l'importance de la formation professionnelle comme vecteur de changement. Avoir la possibilité de se réinventer, de se former tout au long de la vie est une absolue nécessité. En 2016, l'Organisation Internationale du Travail recensait 64 millions de jeunes chômeurs dans le monde et 145 millions de jeunes travailleurs vivant dans la pauvreté.

L'emploi décent des jeunes reste un défi mondial et une préoccupation majeure. C'est pourquoi Aide et Action a fait de cette thématique un axe de travail prioritaire. En rendant la formation professionnelle accessible au plus grand nombre, nous apportons non seulement une réponse au chômage, mais surtout une clé essentielle vers davantage de progrès sociaux et humains. 🍀

Pour clore ce dossier, nous vous partageons cette déclaration de Mme Guiomar Alonso, représentante du Directeur du Bureau régional de l'UNESCO, à Dakar, en décembre 2019 : « *Un pays amputé de sa force vive, la jeunesse, hypothèque son avenir et compromet ses chances de développement.* » C'est en cela que nous estimons que l'insertion socioprofessionnelle des jeunes et des femmes est un véritable enjeu d'avenir et c'est pour cela que nous agissons au quotidien.

GUINÉE Encourager les filles à aller à l'école

Notre projet « École Amie des Filles » répond à trois problèmes auxquels le pays est confronté : la faible scolarisation des filles en zones rurales, le fort taux d'abandon scolaire et une implication insuffisante des communautés et des parents dans la gestion de l'école. Pour cela,

nous développons un environnement scolaire favorable à la scolarisation des filles et à leur maintien à l'école. Le mariage précoce et les privilèges accordés aux garçons sont aussi des sujets sur lesquels nous sensibilisons les communautés afin de donner plus de chances aux filles.

À savoir Dans le monde, seuls deux pays sur trois ont atteint la parité dans la scolarisation primaire.



© Olivier Harrasowski / Aide et Action



© Christine Redmond / Aide et Action



129 millions

C'est le nombre de filles âgées de 6 à 17 ans qui n'étaient pas scolarisées en 2018. En cause : le poids des pratiques culturelles et les violences basées sur le genre.

150 millions

c'est le nombre d'enfants atteints de handicap dans le monde. Ils comptent parmi les enfants les plus défavorisés dans beaucoup de sociétés.

CAMBODGE Une éducation inclusive, pour tous

Aide et Action agit pour donner l'opportunité aux enfants en **situation de handicap** d'apprendre et de se construire une autre vie, mais également de réintégrer la société et les systèmes scolaires. Pour cela, nous développons des offres éducatives adaptées telles que des classes intégrées où les en-

fants bénéficient de méthodes d'enseignement spécifiques grâce auxquelles ils peuvent espérer réintégrer le parcours scolaire classique. **La création d'un milieu d'apprentissage inclusif est essentielle** afin que tous les enfants, sans exception, puissent étudier et réaliser pleinement leur potentiel.

À savoir environ 15 % de la population mondiale vit avec un handicap. Celui-ci impacte de manière plus importante les populations vulnérables.

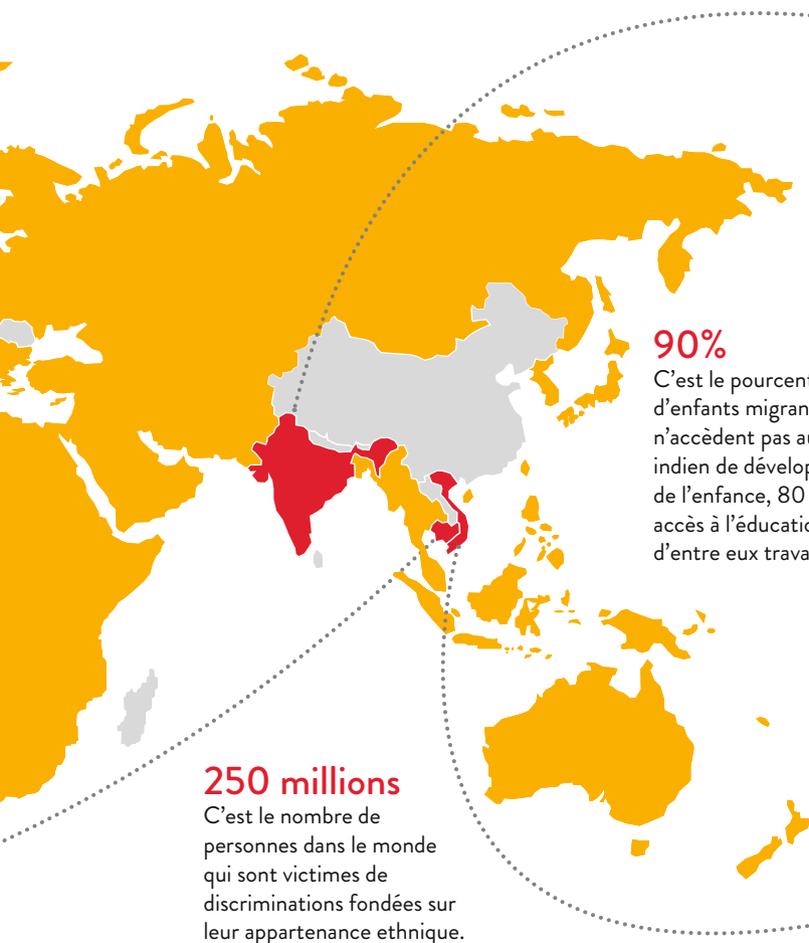
INDE

Agir pour les enfants migrants

Près de 100 millions de personnes sont considérées comme des travailleurs migrants saisonniers. Parmi elles, 10 à 15 millions sont des enfants qui se retrouvent en situation d'extrême vulnérabilité. Depuis 2009, Aide et Action travaille activement à la prise en charge de ces enfants et à l'application

de leur droit à l'éducation. Grâce à la mise en place de centres dédiés à la prise en charge de la petite enfance, nous nous efforçons de fournir des services d'accueil ainsi qu'une éducation ininterrompue. Pour cela, nous développons du matériel et des programmes adaptés.

À savoir notre programme s'adresse principalement aux enfants de migrants vulnérables qui travaillent dans des briqueteries et des chantiers de construction.



© Nâïède Plante / Aide et Action



© Christine Redmond / Aide et Action

VIETNAM

Renforcer les capacités des enseignants

Aide et Action travaille dans des régions isolées auprès des enseignants afin de renforcer leurs capacités d'enseignement. Dans la province de Lai Chau, par exemple, notre projet consiste à **former les enseignants sur la manière de dispenser une éducation de qualité** aux enfants issus des

minorités ethniques. En effet, ceux-ci sont confrontés à un **problème de communication** puisque la langue maternelle des élèves est le Hmong mais le programme scolaire est enseigné en vietnamien. En seulement une année, les équipes accompagnées constatent déjà des progrès !

À savoir au sein de ces minorités ethniques, la plupart des parents d'élèves sont analphabètes ce qui les empêche d'aider leurs enfants à faire leurs devoirs.

Enfants vulnérables et marginalisés

Aide et Action s'engage pour qu'ils ne soient plus exclus de l'éducation

Par Vanessa Martin, Responsable du plaidoyer à Aide et Action.

L'éducation pour tous ne sera probablement pas atteinte d'ici à 2030, et plus de 200 millions d'enfants seront laissés-pour-compte. Face à ce constat, Aide et Action se mobilise et repense sa mission pour accompagner les plus vulnérables d'entre eux sur le chemin de l'éducation.

Voilà cinq ans déjà que l'engagement a été pris d'atteindre l'éducation universelle d'ici à 2030. Force est pourtant de reconnaître que la promesse, faite alors par 193 chefs d'État réunis à New York aux Nations unies, risque fort de ne pas être tenue. Et pour cause, la situation sur le front de l'éducation ne s'est guère améliorée depuis 2015 : le nombre d'enfants exclus de l'éducation stagne à 258 millions d'enfants et ne devrait baisser que de 32 millions en 2030 si la tendance actuelle se poursuit ; le nombre d'instituteurs formés dans le monde en 2017 a baissé de 1,5 %, alors qu'il en manque, selon les Nations unies, près de 69 millions pour parvenir à l'éducation pour tous. Ces deux exemples révèlent une tendance de fond beaucoup

plus dramatique : de nombreux gouvernements ont mis en place des politiques contraires à l'atteinte de l'éducation universelle, en maintenant des conditions de travail difficiles pour les enseignants et le personnel éducatif (contrats précaires, conditions de travail non sécuritaires, charges de travail lourdes et faibles salaires), en autorisant la privatisation grandissante des systèmes d'éducation, et en coupant parfois drastiquement dans les budgets alloués à l'éducation.

53 %

c'est le pourcentage d'enfants dans les pays peu et moyennement développés qui ne savent pas lire couramment à l'âge de 10 ans. (UNICEF)

“ AVANT, PERSONNE NE S'INTÉRESSAIT À NOUS CAR NOTRE VILLAGE EST TRÈS ISOLÉ. NOUS SOMMES VRAIMENT TOUCHÉS PAR L'ARRIVÉE D'AIDE ET ACTION QUI OFFRE À NOS ENFANTS LA CHANCE QUE NOUS N'AVONS PAS EUE. ”

Sefa, maman de deux enfants au Togo



700 MILLIONS

c'est le nombre d'enfants laissés-pour-compte, privés de bien-être et de droits socio-économiques dans le monde selon le rapport « *Une deuxième révolution : 30 ans de droits de l'enfant et un programme inachevé* ».

(Joining Forces)

L'ÉDUCATION EN PÉRIL

Une récente étude de l'UNICEF, (« *Addressing the learning crisis/ An urgent need to better finance education for the poorest children* »), révèle en effet que de nombreux pays, y compris développés, sont très loin d'allouer à l'éducation le minimum de 20 % des dépenses publiques et de 4 à 6 % du Produit Intérieur Brut (PIB) (deux minima préconisés par l'UNESCO). Conséquence immédiate : un impact dramatique sur les enfants les plus pauvres et marginalisés. La répartition des dépenses en éducation publique reste majoritairement inéquitable : les enfants, appartenant au quintile des ménages les plus pauvres, ne reçoivent que 10 % des dépenses en éducation publique. En Guinée et en République centrafricaine, par exemple, ils ne reçoivent que 5 % et 8 % des dépenses publiques en éducation, à peine 9 % au Sénégal et au Cameroun, tandis que les enfants les plus riches reçoivent 8,9 fois plus d'argent en Guinée que les enfants des milieux pauvres, 6,2 fois plus en République centrafricaine et 4,6 fois plus au Sénégal. Les pays les plus développés ne font guère mieux : 18,6 % des dépenses publiques en éducation vont aux 20 % les plus pauvres tandis que 21,7 % vont aux enfants les plus riches.

SUITE >

SUITE >

LES ENFANTS LES PLUS VULNÉRABLES EN DANGER

L'inégalité, une fois de plus, se constate et se généralise, et condamne à un enseignement de mauvaise qualité, à l'abandon scolaire et à la pauvreté des millions d'enfants dont le chemin vers l'éducation est déjà semé d'embûches. Y remédier est donc d'une urgence absolue et pourtant, la réaction des pouvoirs publics se fait attendre.



© Christine Redmond / Aide et Action

Devant un tel défi, Aide et Action a choisi, cette année, de repenser et de réorienter sa mission afin d'accompagner sur le chemin de l'éducation les enfants les plus vulnérables, ceux dont les droits, et plus précisément le droit à l'éducation, sont systématiquement bafoués. Nous appelons les États à poursuivre leur engagement pour l'éducation pour tous, en donnant la priorité aux enfants défavorisés et marginalisés, et leur demandons l'allocation de ressources publiques efficaces d'une manière qui permette l'inscription scolaire des enfants les plus vulnérables et marginalisés. 🍀

France

Une soirée de débats pour que les droits de l'enfant deviennent une priorité

Le Groupe Enfance, qui rassemble 18 organisations membres dont Aide et Action, plaide pour que les droits de l'enfant deviennent une priorité de la France. Une soirée d'échanges et de débat était organisée le 6 février dernier pour convaincre les hommes politiques de prendre conscience de l'importance du sujet !

« **A**ujourd'hui on parle du genre à tous les niveaux, c'est une priorité transversale de la France, comment faire en sorte qu'il en soit de même pour les droits de l'enfant ? » lance Laura Le Floch, référente plaidoyer du Groupe Enfance à une centaine de représentants d'ONG, de l'Agence Française de Développement (AFD) et du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), réunis pour « Objectif Enfance 2020 ». Cette soirée d'échanges, organisée le 6 février 2020 par le Groupe Enfance avec le soutien de l'AFD, portait sur « *les perspectives de la politique internationale de la France en matière de droits de l'enfant* ».

LA FRANCE À LA TRAÎNE SUR LES DROITS DE L'ENFANT

Stéphane Durin, Directeur associé à ENEIS by KPMG qui a mené une étude sur le sujet depuis octobre 2019, déclare « À la question "est-ce que la France renforce les droits de

l'enfant au travers de ses programmes ?", nous n'avons pas les outils aujourd'hui pour y répondre. Les droits de l'enfant sont peu pris en compte dans les textes et cadrages de la politique française. Il est pourtant impératif qu'ils deviennent une priorité nationale, que cela se traduise dans les documents stratégiques et que l'on crée des outils financiers, des indicateurs pour suivre les financements qui ont un impact sur les droits de l'enfant. »

« Les résultats de cette étude ne sont pas vraiment une surprise », explique Antoine Boudou, Rédacteur société civile au MEAE. « Cet état des lieux n'avait jamais été fait, donc c'est une bonne base de travail. Aujourd'hui le MEAE a réalisé une stratégie "droits humains et développement", c'est un premier pas, un changement de méthode: on passe de la charité à l'approche basée sur les droits. C'est un travail de plaidoyer que l'on porte conjointement avec la société civile et que l'on prendra en compte dans nos politiques d'amélioration... » 🍀



DES NOUVEAUTÉS AU SEIN DU MOUVEMENT BÉNÉVOLE



© Lydia Moudjeb / Aide et Action

Nos bénévoles sont de véritables ambassadeurs d'Aide et Action et de la cause de l'éducation.

Deux nouvelles équipes locales à Saint-Nazaire (44) et à Charleville-Mézières (08) recherchent activement de nouveaux bénévoles pour se lancer et développer de nouvelles missions dans leurs régions respectives. Si vous vivez dans l'une de ces deux régions et que vous êtes intéressé.e pour participer à l'une de nos prochaines réunions d'information sur nos missions et projets, mais aussi sur le bénévolat local, qui auront lieu sur place d'ici avril, contactez-nous à :

action.benevole@aide-et-action.org ou au **01 55 25 70 01**.

Par ailleurs, en ce début d'année, nous sommes très fiers de vous annoncer la réouverture de deux

équipes locales dans les Bouches-du-Rhône (13), à Marseille et Aix-en-Provence notamment, et en Rhône-Alpes, à Lyon (69). Ces deux équipes sont animées par deux nouveaux coordinateurs qui sont activement à la recherche de bénévoles pour renforcer les actions déjà en cours et/ou à prévoir. Vous êtes intéressé.e ? Rejoignez-nous en les contactant directement à ces adresses : Didier LAHAYE pour les Bouches-du-Rhône (13) : benevole13.marseille@aideetactionfrance.org et Marc CHAUX en Rhône-Alpes (69) : benevole69.lyon@aideetactionfrance.org

CHIFFRES-CLÉS DU MOUVEMENT BÉNÉVOLE EN 2019

77 C'est le nombre d'événements organisés en régions

230 C'est le nombre de membres que compte le mouvement bénévole

4 C'est le nombre de nouvelles équipes qui se sont formées

25 C'est le nombre d'équipes régionales en France

44 000 euros

C'est le montant total collecté par nos équipes.
Merci à elles !

Annuaire des équipes bénévoles locales

Alpes-Maritimes (06) à Antibes, coordinateur : Youssef LOTFI, contact : benevole06.antibes@aideetactionfrance.org

Ardennes (08) à Charleville-Mézières, coordinatrice : Pascale MENETRIER, contact : benevole08.charlevillemezieres@aideetactionfrance.org

Bouches-du-Rhône (13) à Marseille, coordinateur : Didier LAHAYE, contact : benevole13.marseille@aideetactionfrance.org

Charente-Maritime (14) à La Rochelle et à Châtelaillon-Plage, coordinatrices : Dominique REMY, contact : benevole17.larochelle@aideetactionfrance.org et Martine DUPERE, contact : benevole17.chatelaillonplage@aideetactionfrance.org

Côte-d'Or (21) à Dijon, coordinatrice Chantal SIGNARD, contact : benevole21.dijon@aideetactionfrance.org

Côtes-d'Armor (22) à Lannion, coordinatrice : Marie-Bernadette SIMON, contact : benevole22.lannion@aideetactionfrance.org

Indre-et-Loire (37) à Tours, coordinatrice : Marie-Agnès CHEMLA, contact : machemla@free.fr

Isère (38) à Sassenage, Voiron, Grenoble et Le Grésivaudan, coordinateurs Suzanne KRAKOWIAK, Madeleine REYNAUD, Guy VENIN, contact : aideetaction.isere@aideetactionfrance.org

Loire-Atlantique (44) à Saint-Nazaire et Pornichet, coordinateurs : Françoise et Loïc BOUCHAUD, contact : benevole44.saint-nazaire@aideetactionfrance.org

Maine et Loire (49) à Chemillé et Angers, coordinateurs : Denise PELE et Louis-Marie LOISEAU, contact : benevole49.chemille@aideetactionfrance.org ou Claudine PAYS, contact : benevole49.angers@aideetactionfrance.org

Rhône-Alpes (69) à Lyon, coordinateur : Marc CHAUX, contact : benevole69.lyon@aideetactionfrance.org

Pays de la Loire (72 et 85) au Mans et à la Roche-sur-Yon, coordinateur Pierre-Marie DELAROCHE, contact : benevole72.lemans@aideetactionfrance.org ou Jean-Luc MERCIER, contact : action.benevole@aide-et-action.org

Ile-de-France (75) à Paris, contact : benevole75.paris@aideetactionfrance.org ou pour notre troupe de Théâtre Forum : Graines d'Action (comédiens bénévoles) : theatreforum@aideetactionfrance.org

Normandie (76) Le Havre, coordinatrice Danièle BOBEE, contact : benevole76.lehavrerouen@aideetactionfrance.org

Yvelines (78) à Coignières et Versailles, coordinateur Jean-Marc BEDOUELLE, contact : benevole78.coignieres@aideetactionfrance.org ou action.benevole@aide-et-action.org (pour Versailles)

Poitou-Charentes (79) à Niort, coordinatrices : Roselyne MATHIEU et Pascale CHAIGNE, contact : benevole79.niort@aideetactionfrance.org

Hauts-de-Seine (92) à Châtenay-Malabry, Antony - Bourg-la Reine - Châtillon - Clamart - Fontenay aux Roses - Fresnes - Le Plessis Robinson - Montrouge - Sceaux - Verrières Le Bisson, coordinatrice : Marie-Christine MARTINERIE, contact : benevole92.chatenaymalabry@aideetactionfrance.org

Un enjeu majeur pour Aide et Action

Aujourd'hui, être une femme ne doit plus être un obstacle !

En soutenant nos actions en faveur des femmes et de leur autonomisation, vous nous permettez d'agir pour davantage d'égalité et de justice sociale à travers le monde. Aujourd'hui encore, les filles sont sous-représentées dans l'accès à l'enseignement supérieur et à la formation et les femmes sont, de fait, pénalisées en termes d'opportunités d'emploi. Il est temps que cela change !

487 MILLIONS

C'est le nombre de femmes analphabètes dans le monde, soit les deux-tiers de la population totale de personnes analphabètes. Ce chiffre alarmant est le reflet d'une triste réalité : dans de nombreuses sociétés, le fait d'être une femme représente, aujourd'hui encore, un obstacle, une difficulté, un désavantage. La parité dans la scolarisation n'a été atteinte que par moins de deux pays sur trois dans le primaire, par un pays sur deux dans le premier cycle du secondaire et par un pays sur quatre dans le second cycle du secondaire.

RÉTABLIR UNE CERTAINE JUSTICE SOCIALE

Parce que cet état de fait expose davantage les femmes aux grossesses et mariages précoces, à la dépendance et aux métiers précaires, ainsi qu'aux violences et atteintes de leurs droits, Aide et Action a fait de l'éducation des filles et des femmes une absolue



© Nâïade Plante / Aide et Action

priorité. En effet, chaque année passée par une fille sur les bancs de l'école, augmente son futur revenu de 10 à 20%. Si l'on augmente de 10% la fréquentation de l'école par les filles chaque année, le Produit Intérieur Brut (PIB) d'un pays augmente en moyenne de 3%. Parmi les projets que nous développons, la formation pro-

fessionnelle offre une seconde chance aux femmes privées d'éducation, et permet ainsi de rétablir une certaine justice sociale (voir dossier « Grand angle »). Accompagner les femmes sur le chemin de la connaissance équivaut à les guider sur le chemin de l'égalité, de la liberté et de la citoyenneté active. 🍀

UNE INÉGALITÉ CRIANTE FACE À L'EMPLOI

En 2019, les femmes sont surreprésentées dans les emplois vulnérables et dans le secteur informel. Elles sont aujourd'hui payées globalement 23% de moins que les hommes. Cette situation ne leur permet pas de sortir du cercle vicieux de l'inégalité dans lequel elles sont plongées parfois dès leur

naissance. C'est pour cette raison qu'Aide et Action agit pour l'accès des femmes aux opportunités économiques adaptées à leur développement, notamment à travers la formation professionnelle et le soutien à l'entrepreneuriat.

© Vincent Reynaud-Lacroze / Aide et Action





« Lorsque nous mettons sur le devant de la scène celles et ceux qui sont les moins entendus, les moins visibles – qu’il s’agisse d’individus ou des centaines de millions de travailleuses et travailleurs du secteur informel qui actuellement ne sont pas écoutés, ou si peu [...] – nous nous attaquons aux problèmes sociaux les plus profonds et nous pouvons voir se réaliser les progrès que nous souhaitons. »

Phumzile Mlambo-Ngcuka,
sous-secrétaire générale des Nations unies
et Directrice exécutive d’ONU Femmes

© Eliane Leoni / Aide et Action



« EDUCATION FOR WOMEN NOW »

LA NOUVELLE CAMPAGNE PHARE D’AIDE ET ACTION

La campagne internationale de collecte de fonds lancée par Aide et Action, « Education for Women Now », est l’incarnation de cette lutte pour un monde sans inégalités de genre. Son objectif est de collecter 20 millions d’euros au cours des 5 prochaines années afin de soutenir l’accès à une éducation de qualité pour les filles et les femmes. Nous initierons ce combat là où nous développons notre expertise depuis bientôt 40 ans : aux portes de l’école et de l’éducation, là où nous pourrions déconstruire pas à pas les stéréotypes de genre ancrés dans les communautés. 🍀

© Omar Havana / Aide et Action



DE NOMBREUSES OPPORTUNITÉS

Amali a 28 ans et vit au Sri Lanka. Il y a quelques mois, elle s’est inscrite au programme de formation professionnelle iLEAD. « Le certificat délivré par iLEAD après avoir terminé nos études est très important, car il ouvre de nombreuses opportunités d’emploi pour des gens comme nous », témoigne la jeune femme. Aujourd’hui, Amali travaille comme comptable dans l’une des plus importantes entreprises alimentaires du pays.

© Aide et Action



VERS PLUS D’AUTONOMIE

Au Burkina Faso, nous développons un projet, en partenariat avec la Fondation l’Occitane, afin d’accompagner les femmes vers plus d’autonomie. Rosine Traoré, directrice d’Aide et Action au Burkina Faso, détaille : « En tant que femme, je trouve que ce projet est très important. La majorité des femmes burkinabées n’a pas eu la chance d’aller à l’école. Ce qui est appris et acquis via notre projet sert à pourvoir aux besoins de la famille et à la scolarisation des enfants. » 🍀



© Charlotte Fortun / Aide et Action



GRÂCE À VOUS

Pour agir à nos côtés et favoriser l’éducation des filles et l’insertion socioprofessionnelle des femmes, vous pouvez faire un don à notre association via cette adresse internet <https://soutenir.aide-et-action.org>, ou en nous retournant le bon de soutien présent dans la lettre jointe au magazine, avec votre chèque.

CONTINUEZ À AGIR EN FAVEUR DE L’ÉDUCATION DES FILLES ET DES FEMMES

AVEC 150 €, vous financez l’alphabétisation d’une femme au Burkina Faso*

*Exemple donné à titre indicatif. Aide et Action mutualise les dons et les répartit en fonction des besoins et priorités sur le terrain.

PLUS D’INFORMATIONS

www.france.aide-et-action.org
Tél. : 01 55 25 70 00





© Guilaïn Grenier



Les couleurs d'Aide et Action portées par deux potentielles championnes olympiques

Lili Sebesi et Albane Dubois sont deux jeunes athlètes de haut niveau dans la discipline sportive voile et, plus précisément, la pratique du 49er FX. Cet été, elles espèrent représenter la France aux Jeux Olympiques de Tokyo et ont décidé, d'ici là, de porter les couleurs d'Aide et Action.

Lili et Albane sont deux passionnées. Elles pratiquent la voile à haut niveau et participent actuellement aux sélections qui les conduiront, nous l'espérons, à représenter la France aux Jeux Olympiques de Tokyo.

D'ici là, les deux sportives dont l'équipe porte le nom de « Banzai Sailing Team » ont décidé de porter les couleurs d'Aide et Action dans toutes leurs compétitions internationales. Lili a également accepté d'être l'ambassadrice de l'équipe bénévole des Bouches du Rhône et nous en sommes très fiers !

« Donner une dimension encore plus humaine à notre projet sportif »

Début janvier, notre association était représentée à la soirée des partenaires que les deux jeunes femmes organisaient sur le Vieux Port, à Marseille. « Nous voulions donner une dimension encore plus humaine à notre projet sportif en portant les couleurs d'Aide et Action » affirment-elles. Pleines d'énergie et d'enthousiasme, nous sommes persuadés qu'elles franchiront tous les obstacles qui les mèneront à leur rêve olympique. Pour l'heure, elles viennent d'arriver en Australie pour participer à une ultime phase de sélection qui se déroulera à Geelong dans les prochains jours. Aide et Action est de tout cœur avec elles !

Pour suivre leur aventure olympique, rendez-vous sur leur page Facebook : www.facebook.com/banzaisailingteam1

Un festival de rap caritatif au profit d'Aide et Action

Cinq étudiants de l'IUT de Sceaux ont décidé d'organiser un festival de rap caritatif le 23 mai 2020, à Paris. Les fonds collectés seront affectés au projet A Light For Africa, développé par Aide et Action.

Dans le cadre d'un projet tutoré, suivi par notre équipe bénévole de Châtenay-Malabry (92), cinq étudiants de l'IUT de Sceaux ont décidé d'organiser un festival de rap caritatif. Celui-ci se déroulera le 23 mai 2020, à l'espace Pan Pipers dans le 11^e arrondissement de Paris.

Musique et solidarité

Pour l'occasion, les jeunes ont créé leur association MoonLight et se sont démenés pour trouver de nouveaux talents. 15 à 20 artistes sont attendus, avec une notoriété avérée pour certains, tandis que d'autres sont davantage « underground », découverts par les étudiants eux-mêmes dans les gares, etc. Les fonds récoltés par l'événement seront affectés au projet A Light For Africa, développé par Aide et Action dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest dont l'objectif est d'électrifier des écoles et d'améliorer les conditions d'apprentissage.

Pour soutenir leur initiative, n'hésitez pas à soutenir leur campagne de financement participatif

sur ce site : <https://fr.ulule.com/moonlightconcert>,
ou à les suivre sur Instagram sur ce compte :
https://www.instagram.com/moonlight_concert



© Vincent Reynaud-Lacroze / Aide et Action

RUKMINI RAO



© Sandrine Assouline / Aide et Action

Élue femme de l'année par le magazine indien « The Week » en 2014, Rukmini RAO est une militante incontournable pour le droit des femmes en Inde. Pour Aide et Action, dont elle a rejoint le Conseil d'Administration international en 2011, elle revient sur son projet « le centre de ressources Gramya », soutenu par notre association.

Rukmini RAO, figure incontournable du droit des femmes

Aide et Action: En quoi consiste le centre de ressources Gramya ?

Rukmini Rao: Le Gramya Resource Centre a été créé en 1993 pour promouvoir les droits des femmes et des filles. L'un de nos programmes consistait à fournir une éducation aux enfants travailleurs par le biais des pensionnats. Nous avons hébergé une centaine de jeunes filles, âgées de 9 à 14 ans, de la communauté de Lambadi, une communauté indigène très mal vue par la société indienne et victime de déplacements forcés. Les parents sont marginalisés et ne peuvent pas offrir des conditions de vie

décentes à leurs enfants, alors ils nous les confient. En plus de l'internat, nous menons des activités de sensibilisation et d'accueil auprès d'enfants dans 15 villages. Toutes ces activités sont menées par des bénévoles : 2 hommes et 14 femmes, dont plusieurs ont-elles-mêmes subi la discrimination, fondée sur le système des castes, à l'égard des femmes.

AEA: D'où vous est venue l'idée d'un tel programme ?

R.R.: En 1997, une amie et moi-même avons reçu un appel téléphonique anonyme pour nous avertir que des bébés filles

étaient sur le point d'être tuées et que de nombreuses petites filles disparaissaient dans la région d'Hyderabad, en Inde. Nous sommes immédiatement intervenus et avons pu sauver 2 bébés âgés de seulement 9 jours. Nous avons aussitôt demandé une enquête au gouvernement et celui-ci a constaté que les meurtres de petites filles étaient très courants et connus de tous dans la région.

AEA: Comment avez-vous lutté contre une telle discrimination ?

R.R.: Pour protéger les jeunes filles, nous pensions que leur donner accès à l'éducation était la seule solution. Nous avons donc appelé le gouvernement à rouvrir toutes les écoles qui étaient largement dysfonctionnelles dans la région. Nous organisons nous-mêmes des cours le soir. Nous avons également créé des comités de mères, dans une dizaine de villages au départ, afin de rendre les femmes plus fortes et plus autonomes. Ce n'était pas facile au début car les femmes elles-mêmes ont refusé ce genre d'initiative... Et puis les mentalités ont changé: aujourd'hui les filles ne sont plus mariées avant l'âge de 18 ans, contre 12 auparavant, et elles ne sont plus mises de force au travail. Bien sûr, tout n'est pas rose. Aujourd'hui, il y a un manque flagrant de filles par rapport aux garçons (pour 1000 garçons de moins de 6 ans, seules 834 filles survivent). Il est donc établi qu'il faudra payer pour qu'elles puissent se marier. Avoir une fille est donc perçu comme un fardeau. Les femmes et les épouses sont souvent punies et abusées. L'impact psychologique pour toutes ces femmes est terrible et nous devons travailler avec elles pour renforcer leur confiance et combattre les stéréotypes de genre. Mon objectif et celui de notre organisation est l'égalité des sexes et la justice pour tous, ce sont des objectifs à très long terme et il reste encore beaucoup à faire. 🌱

 2 OU 6 KM

 DIMANCHE 20 SEPTEMBRE 2020

 BOIS DE VINCENNES, PARIS



**À la rentrée, courez en famille
pour soutenir l'éducation
dans le monde.**

www.coursedescartables.org



La Course des Cartables est un événement un peu sportif et très solidaire organisé par Aide et Action. L'objectif : sensibiliser petits et grands à la réalité de l'éducation pour des milliers d'enfants à l'autre bout du monde et soutenir les projets de l'association. Plus d'infos et inscriptions sur www.coursedescartables.org.

 Aide et Action

L'Education change le monde